

# Revue doctrinale générale, Cahier 45

NOUVEAUX CAHIERS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL N° 45 - OCTOBRE 2014

A chaque numéro des Nouveaux Cahiers, le service de documentation du Conseil constitutionnel élabore la « Revue doctrinale » qui recense les articles parus au cours du trimestre écoulé, à savoir :

- Les articles portant sur le Conseil constitutionnel
- Les chroniques de jurisprudence constitutionnelle
- Les articles relatifs aux décisions du Conseil constitutionnel
- Les articles relatifs au contrôle de constitutionnalité (article généraux)
- Les articles relatifs à des notions de droit constitutionnel

A partir du n° 40, les articles thématiques de contrôle de constitutionnalité sont répertoriés en annexe des « Chroniques » publiées dans les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel ; il en va de même pour les articles de droit constitutionnel étranger répertoriés en annexe de la rubrique « Autour du monde ».

## Doctrines portant sur le Conseil constitutionnel

– Chopplet, Antoine. « L'articulation des offices du Conseil constitutionnel ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2014, n° 98, p. 293-315.

## Chroniques générales sur la jurisprudence du Conseil constitutionnel

– Gaudemont, Christelle de. « Tableau QPC (décembre 2013-mars 2014) ». *Constitutions. Revue de droit constitutionnel appliqué*, janvier-mars 2014, n° 2014-1, p. 125-136.

– Mathieu, Bertrand. « Jurisprudence relative à la Question prioritaire de constitutionnalité (14 janvier - 25 avril 2014) ». *La Semaine juridique. Édition générale*, 5 mai 2014, n° 18, p. 919-925.

– Blachère, Philippe ; Bourdoiseau, Julien ; Gicquel, Jean-Éric ; Jan, Pascal ; Tellier-Cayrol, Véronique. « Chronique QPC (mai - août 2013) ». *Les Petites Affiches*, 16 mai 2014, n° 98, p. 6-22.

– Blachère, Philippe ; Bourdoiseau, Julien ; Gicquel, Jean-Éric ; Jan, Pascal ; Tellier-Cayrol, Véronique. « Chronique QPC (septembre - décembre 2013) ». *Les Petites Affiches*, 29 et 30 mai 2014, n° 107-108, p. 6-15.

– Disant, Mathieu. « QPC : évolutions procédurales récentes – janvier à mars 2014 ». *Lexbase hebdo. Édition publique*, 12 juin 2014, n° 335.

– Avril, Pierre ; Gicquel, Jean-Éric. « Chronique constitutionnelle française (1<sup>er</sup> octobre - 31 décembre 2013) ». *Pouvoirs*, avril 2014, n° 149, p. 199-237.

– Fatin-Rouge Stefanini, Marthe ; Gay, Laurence ; Mangiavillano, Alexandre ; Pelletier, Marc. « Jurisprudence du Conseil constitutionnel ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2014, n° 98, p. 467-476.

## Articles relatifs aux décisions du Conseil constitutionnel

4 AVRIL 2013 - 2013-314P QPC - M. JEREMY F. [ABSENCE DE RECOURS EN CAS D'EXTENSION DES EFFETS DU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN – QUESTION PRÉJUDICIELLE À LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE]

– Platon, Sébastien. « L'articulation apaisée entre l'office du Conseil constitutionnel et celui de la Cour de justice : Les suites de la question préjudicielle posée par le Conseil constitutionnel dans l'affaire Jeremy F ». *Politeia*, automne 2013, n° 24, p. 91-109.

17 MAI 2013 - 2013-669 DC - LOI OUVRANT LE MARIAGE AUX COUPLES DE PERSONNES DE MÊME SEXE

– Jozefowicz, Henri. « Requiem pour une altérité défunte ? Quand le Conseil constitutionnel tranche la controverse du “mariage pour tous” ». *Politeia*, automne 2013, n° 24, p. 35-46.

– Lemouland, Jean-Jacques ; Vigneau, Daniel. « Mariage – Absence de condition tenant au sexe ». *Recueil Dalloz*, 26 juin 2014, n° 23, p. 1342-1344.

#### 13 JUIN 2013 - 2013-672 DC - LOI RELATIVE À LA SÉCURISATION DE L'EMPLOI

– Eckert, Gabriel. « Quelle place pour la libre concurrence ? ». *Revue juridique de l'économie publique*, avril 2014, n° 718, p. 32-38.

#### 14 JUIN 2013 - 2013-314 QPC - M. JEREMY F. [ABSENCE DE RECOURS EN CAS D'EXTENSION DES EFFETS DU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN]

– Platon, Sébastien. « L'articulation apaisée entre l'office du Conseil constitutionnel et celui de la Cour de justice : Les suites de la question préjudicielle posée par le Conseil constitutionnel dans l'affaire Jeremy F ». *Politeia*, automne 2013, n° 24, p. 91-109.

#### 5 JUILLET 2013 - 2013-331 QPC - SOCIÉTÉ NUMÉRICÂBLE SAS ET AUTRE [POUVOIR DE SANCTION DE L'AUTORITÉ DE RÉGULATION DES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET DES POSTES]

– Francillon, Jacques. « Liberté de communication. Pouvoir de sanction des autorités administratives indépendantes ». *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2014, n° 1, p. 122-124.

– Pauliat, Hélène. « Quel statut constitutionnel pour les mises en demeure prononcées par des autorités administratives indépendantes ? ». *Revue juridique de l'économie publique*, mai 2014, n° 719, p. 28-32.

#### 1<sup>er</sup> AOÛT 2013 - 2013-336 QPC - SOCIÉTÉ NATIXIS ASSET MANAGEMENT [PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS DE L'ENTREPRISE DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES]

– Deumier, Pascale. « La rétroactivité de la jurisprudence est-elle constitutionnelle ? ». *RTD civ. : revue trimestrielle de droit civil*, janvier-mars 2014, n° 1, p. 71-77.

#### 2013-337 QPC - M. DIDIER M. [PRÉSUMPTION IRRÉFRAGABLE DE GRATUITÉ DE CERTAINES ALIÉNATIONS]

– Deville, Sophie. « L'article 918 du code civil face à la question prioritaire de constitutionnalité : histoire d'une occasion manquée ». *Droit de la famille*, mai 2014, n° 5, p. 7-12.

#### 20 SEPTEMBRE 2013 - 2013-340 QPC - M. ALAIN G. [ASSUJETTISSEMENT À L'IMPÔT SUR LE REVENU DES INDEMNITÉS DE LICENCIEMENT OU DE MISE À LA RETRAITE]

– La Mardière, Christophe de. « L'interprétation de la loi par le juge constitue un changement de circonstances ». *Constitutions. Revue de droit constitutionnel appliqué*, janvier-mars 2014, n° 2014-1, p. 79-81.

#### 27 SEPTEMBRE 2013 - 2013-344 QPC - SOCIÉTÉ SCOR SE [GARANTIE DE L'ÉTAT À LA CAISSE CENTRALE DE RÉASSURANCE, POUR LES RISQUES RÉSULTANT DE CATASTROPHES NATURELLES]

– Eckert, Gabriel. « Quelle place pour la libre concurrence ? ». *Revue juridique de l'économie publique*, avril 2014, n° 718, p. 32-38.

#### 9 OCTOBRE 2013 - 2013-675 DC - LOI ORGANIQUE RELATIVE À LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE

– Lenoir, Noëlle. « La déontologie parlementaire à l'aune de la jurisprudence du Conseil constitutionnel ». *Constitutions. Revue de droit constitutionnel appliqué*, janvier-mars 2014, n° 2014-1, p. 7-16.

#### 2013-676 DC - LOI RELATIVE À LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE

– Lenoir, Noëlle. « La déontologie parlementaire à l'aune de la jurisprudence du Conseil constitutionnel ». *Constitutions. Revue de droit constitutionnel appliqué*, janvier-mars 2014, n° 2014-1, p. 7-16.

– Billet, Philippe. « QPC “Gaz de schiste” : la loi “Jacob” validée ». *La Semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales*, 28 avril 2014, n° 17, p. 19-23.

**18 OCTOBRE 2013 - 2013-349 QPC - ALLIANZ I.A.R.D. ET ALLIANZ VIE [AUTORITÉ DES DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL]**

– Azouaou, Philippe. « Autorité et portée d'une déclaration d'inconstitutionnalité ». *Revue française de droit administratif*, mars-avril 2014, n° 2, p. 364-369.

– Barque, François. « Plaidoyer pour l'extension du pouvoir d'abrogation du Conseil constitutionnel. À propos des effets des déclarations d'inconstitutionnalité incidentes ». *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 31 mars 2014, 2 p.

**2013-353 QPC - M. FRANCK M. ET AUTRES [CÉLÉBRATION DU MARIAGE – ABSENCE DE « CLAUSE DE CONSCIENCE » DE L'OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL]**

– Lemouland, Jean-Jacques ; Vigneau, Daniel. « Mariage – Condition de forme – Compétence de l'officier de l'état civil ». *Recueil Dalloz*, 26 juin 2014, n° 23, p. 1347-1348.

– Onorio, Joël-Benoît d'. « La République de l'inconscience : À propos de la décision du Conseil constitutionnel du 18 octobre 2013 sur l'absence de clause de conscience de l'officier de l'état civil ». *Revue de la recherche juridique, droit prospectif*, mai 2014, n° 2013-3, p. 1139-1143.

**22 NOVEMBRE 2013 - 2013-354 QPC - MME CHARLY K. [IMPRESCRIPTIBILITÉ DE L'ACTION DU MINISTÈRE PUBLIC EN NÉGATION DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE]**

– Lagarde, Paul. « [Note sous 2013-354 QPC – Mme Charly K. (Imprescriptibilité de l'action du ministère public en négation de la nationalité française)] ». *Revue critique de droit international privé*, janvier-mars 2014, n° 1, p. 85-91.

**29 NOVEMBRE 2013 - 2013-356 QPC - M. CHRISTOPHE D. [PROROGATION DE COMPÉTENCE DE LA COUR D'ASSISES DES MINEURS EN CAS DE CONNEXITÉ OU D'INDIVISIBILITÉ]**

– Guérin, Marie-Cécile. « [Note sous 2013-356 QPC – M. Christophe D. (Prorogation de compétence de la cour d'assises des mineurs en cas de connexité ou d'indivisibilité)] ». *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, janvier-mars 2014, n° 1, p. 166-168.

**2013-358 QPC - M. AZDINE A. [CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT D'UNE CARTE DE SÉJOUR MENTION « VIE PRIVÉE ET FAMILIALE » AU CONJOINT ÉTRANGER D'UN RESSORTISSANT FRANÇAIS]**

– Petit, Carole. « Non-assimilation du PACS au mariage pour le renouvellement d'une carte de séjour : le Conseil constitutionnel botte de nouveau en touche ». *Droit de la famille*, juin 2014, n° 6, p. 15-16.

**4 DÉCEMBRE 2013 - 2013-679 DC - LOI RELATIVE À LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE ET LA GRANDE DÉLINQUANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE**

– La Mardière, Christophe de. Loi sur la fraude fiscale : la France reste un État de droit. *Constitutions. Revue de droit constitutionnel appliqué*, janvier-mars 2014, n° 2014-1, p. 76-79.

– Pelletier, Marc. « [Note sous 2013-679 DC – Loi relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière] ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2014, n° 98, p. 467-470.

**13 DÉCEMBRE 2013 - 2013-359 QPC - SOCIÉTÉ SUD RADIO SERVICES ET AUTRE [MISE EN DEMEURE PAR LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL]**

– Calandri, Laurence. « Constitutionnalité du pouvoir de mise en demeure du CSA ». *La Semaine juridique. Édition générale*, 28 avril 2014, n° 17, p. 522-523.

– Francillon, Jacques. « Liberté de communication. Pouvoir de sanction des autorités administratives indépendantes ». *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2014, n° 1, p. 122-124.

– Pauliat, Hélène. « Quel statut constitutionnel pour les mises en demeure prononcées par des autorités administratives indépendantes ? ». *Revue juridique de l'économie publique*, mai 2014, n° 719, p. 28-32.

#### 29 DÉCEMBRE 2013 - 2013-685 DC - LOI DE FINANCES POUR 2014

– Mangiavillano, Alexandre. « [Note sous 2013-685 DC – Loi de finances pour 2014] ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2014, n° 98, p. 470-476.

#### 31 JANVIER 2014 - 2013-363 QPC - M. MICHEL P. [DROIT D'APPEL DES JUGEMENTS CORRECTIONNELS PAR LA PARTIE CIVILE]

– Gallois, Alexandre. « Constitutionnalité de la limitation de l'appel de la partie civile à ses seuls intérêts civils ». *La Semaine juridique. Édition générale*, 7 avril 2014, n° 14, p. 673-675.

#### 6 FÉVRIER 2014 - 2013-362 QPC - TF1 SA [TAXE SUR LES ÉDITEURS ET DISTRIBUTEURS DE SERVICES DE TÉLÉVISION]

– Rolland, Philippe ; Thiry, Julien. « Non-conformité partielle à la Constitution de l'assiette de la taxe sur les services de télévision ». *Revue de droit fiscal*, 8 mai 2014, n° 19, p. 61-66.

#### 13 FÉVRIER 2014 - 2014-688 DC - LOI INTERDISANT LE CUMUL DE FONCTIONS EXÉCUTIVES LOCALES AVEC LE MANDAT DE REPRÉSENTANT AU PARLEMENT EUROPÉEN

– Verpeaux, Michel. « La fin du cumul des mandats : tout s'éclaircit ? ». *La Semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales*, 14 avril 2014, n° 15, p. 23-28.

#### 2014-689 DC - LOI ORGANIQUE INTERDISANT LE CUMUL DE FONCTIONS EXÉCUTIVES LOCALES AVEC LE MANDAT DE DÉPUTÉ OU DE SÉNATEUR

– Verpeaux, Michel. « La fin du cumul des mandats : tout s'éclaircit ? ». *La Semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales*, 14 avril 2014, n° 15, p. 23-28.

#### 14 FÉVRIER 2014 - 2013-366 QPC - SELARL PJA, ÈS QUALITÉS DE LIQUIDATEUR DE LA SOCIÉTÉ MAFLOW FRANCE [VALIDATION LÉGISLATIVE DES DÉLIBÉRATIONS DES SYNDICATS MIXTES INSTITUANT LE « VERSEMENT TRANSPORT »]

– Roulet, Vincent. « Constitutionnalité de la validation législative des délibérations des syndicats mixtes instituant le "versement transport" ». *Droit social*, avril 2014, n° 4, p. 387-389.

– Roux, Jérôme. « Du "but d'intérêt général suffisant" au "motif impérieux d'intérêt général" : les mots et les choses ». *Actualité juridique. Droit administratif*, 16 juin 2014, n° 21, p. 1204-1208.

#### 2013-367 QPC - CONSORTS L. [PRISE EN CHARGE EN UNITÉ POUR MALADES DIFFICILES DES PERSONNES HOSPITALISÉES SANS LEUR CONSENTEMENT]

– Fallon, Damien. « Pas de censure du régime spécifique d'admission en unités pour malades difficiles ». *Constitutions. Revue de droit constitutionnel appliqué*, janvier-mars 2014, n° 2014-1, p. 95-97.

#### 7 MARS 2014 - 2013-368 QPC - SOCIÉTÉ NOUVELLE D'EXPLOITATION STHRAU HÔTEL [SAISINE D'OFFICE DU TRIBUNAL POUR L'OUVERTURE DE LA PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE]

– Fallon, Damien. « Saisine d'office du tribunal de commerce : rien de nouveau sous le soleil de Montpensier ». *La Gazette du Palais*, 11 au 12 avril 2014, n° 101-102, p. 11-14.

#### 2013-372 QPC - M. MARC V. [SAISINE D'OFFICE DU TRIBUNAL POUR LA RÉOLUTION D'UN PLAN DE SAUVEGARDE

– Fallon, Damien. « Saisine d'office du tribunal de commerce : rien de nouveau sous le soleil de Montpensier ». *La Gazette du Palais*, 11 au 12 avril 2014, n° 101-102, p. 11-14.

### 13 MARS 2014 - 2014-690 DC - LOI RELATIVE À LA CONSOMMATION

– Legrand, Véronique. « Loi “consommation” : les sages ont tranché : (À propos de Cons. const., 13 mars 2014) ». *Les Petites Affiches*, 25 avril 2014, n° 83, p. 7-10.

– Robert, Jacques-Henri. « Commerçants, lisez le nouvel article L. 213-1 du Code de la consommation. [Note sous 2014-690 DC – Loi relative à la consommation] ». *Droit pénal*, juin 2014, n° 6, p. 49-50.

– Robert, Jacques-Henri. « Juridictionnalisation administrative. [Note sous 2014-690 DC – Loi relative à la consommation] ». *Droit pénal*, juin 2014, n° 6, p. 46-49.

### 25 MARS 2014 - 2014-693 DC - LOI RELATIVE À LA GÉOLOCALISATION

– Duplic, Emmanuel. « La géolocalisation judiciaire : nouveau statut et perspectives ». *La Gazette du Palais*, 4 et 5 avril 2014, n° 94-95, p. 14-21.

– Fonteix, Cloé. « Le régime juridique de la géolocalisation à l'épreuve des exigences constitutionnelles ». *Lettre Actualités Droits-Libertés du CREDOF*, 9 mai 2014, 8 p.

### 27 MARS 2014 - 2014-692 DC - LOI VISANT À RECONQUÉRIR L'ÉCONOMIE RÉELLE

– Avout, Louis d'. « La liberté d'entreprendre au bûcher ? ». *Recueil Dalloz*, 19 juin 2014, n° 22, p. 1287-1292.

– Antonmattei, Paul-Henri. « L'obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement : censure partielle du Conseil constitutionnel ». *Droit social*, juin 2014, n° 6, p. 574-576.

– Casu, Gatién. « La censure de la “loi Florange” par le Conseil constitutionnel : (À propos de la décision n° 2014-692 DC du 27 mars 2014) ». *Les Petites Affiches*, 27 mai 2014, n° 105, p. 4-9.

– Chazal, Jean-Pascal. « Propriété et entreprise : le Conseil constitutionnel, le droit et la démocratie ». *Recueil Dalloz*, 22 mai 2014, n° 19, p. 1101-1106.

### 28 MARS 2014 - 2014-385 QPC - M. JOËL M. [DISCIPLINE DES OFFICIERS PUBLICS OU MINISTÉRIELS – INTERDICTION TEMPORAIRE D'EXERCER]

– Peltier, Virginie. « Discipline des notaires : principes (constitutionnels) généraux ». *Droit pénal*, mai 2014, n° 5, p. 51-52.

### 4 AVRIL 2014 - 2014-387 QPC - M. JACQUES J. [VISITES DOMICILIAIRES, PERQUISITIONS ET SAISIES DANS LES LIEUX DE TRAVAIL]

– Robert, Jacques-Henri. « En attendant les répliques du séisme ». *Droit pénal*, juin 2014, n° 6, p. 52-53.

### 11 AVRIL 2014 - 2014-388 QPC - CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL FORCE OUVRIÈRE ET AUTRE [PORTAGE SALARIAL]

– « [Note sous 2014-388 QPC – Confédération Générale du Travail Force Ouvrière et autre (Portage salarial)] ». *Revue de jurisprudence sociale*, juin 2014, n° 2014-6, p. 423.

### 25 AVRIL 2014 - 2014-392 QPC - PROVINCE SUD DE NOUVELLE-CALÉDONIE [LOI ADOPTÉE PAR RÉFÉRENDUM – DROIT DU TRAVAIL EN NOUVELLE-CALÉDONIE]

– Acar, Thomas. « Essai de funambulisme institutionnel et territorial à propos des principes directeurs du droit du travail en Nouvelle-Calédonie ». *Lettre Actualités Droits-Libertés du CREDOF*, 22 mai 2014, 7 p.

– Slama, Serge. « Petit pas supplémentaire sur le plancher de garanties des droits fondamentaux et enlèvement du statut constitutionnel des personnes détenues ». *Lettre Actualités Droits-Libertés du CREDOF*, 7 mai 2014, 9 p.

## 7 MAI 2014 - 2014-394 QPC - SOCIÉTÉ CASUCA [PLANTATIONS EN LIMITE DE PROPRIÉTÉS PRIVÉES]

– Champeil-Desplats, Véronique. « Charte de l'environnement : La QPC bute sur l'incipit ». *Lettre Actualités Droits-Libertés du CREDOF*, 19 mai 2014, 5 p.

– Mekki, Mustapha. « "Écologisation" du droit civil des biens à l'aune de la Charte de l'environnement ». *La Semaine juridique. Édition générale*, 30 juin 2014, n° 26, p. 1293-1296.

## Doctrines relatives au contrôle de constitutionnalité

### Généralités

– Cartier, Emmanuel ; Gay, Laurence ; Viala, Alexandre. « Le procès constitutionnel : vers une culture constitutionnelle partagée ? ». *Les Annonces de la Seine*, 27 mars 2014, n° 15, p. 3-4.

– Debré, Jean-Louis. « Le dialogue des juges ». *Les Annonces de la Seine*, 27 mars 2014, n° 15, p. 2-3.

– Waline, Charles. « La question prioritaire de constitutionnalité (QPC), nouvel enjeu de pouvoir importé des États-Unis ? ». In : *Les institutions de la France en questions*. Paris : La Documentation française, 2013, p. 31-52.

### Effet des décisions

– Bezzina, Anne-Charlène. « À propos d'un nouveau moyen d'ordre public : l'autorité absolue des réserves d'interprétation du Conseil constitutionnel. [CE, 15 mai 2013, n° 340554] ». *La Semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales*, 21 avril 2014, n° 16, p. 39-44.

– Bugada, Alexis. « QPC et faute inexcusable : application dans le temps de la réserve d'interprétation du Conseil constitutionnel ». *Procédures*, avril 2014, n° 4, p. 23-24.

### Questions de procédure

– Barque, François. « La question nouvelle dans la procédure de la question prioritaire de constitutionnalité : un critère discret aux effets considérables sur le contentieux constitutionnel ». *Revue française de droit administratif*, mars-avril 2014, n° 2, p. 353-363.

– Briand, Luc. « Le principe du contradictoire et l'avis du ministère public sur les QPC ». *La Gazette du Palais*, 20 et 21 juin 2014, n° 171-172, p. 12-13.

– Dubarry, Julien. « QPC portant sur l'interprétation d'une disposition législative et stratégie contentieuse. [Cass. 1<sup>re</sup> civ., 18 juin 2014, n° 14-40023] ». *La Semaine juridique. Édition générale*, 30 juin 2014, n° 26, p. 1280.

– Florès, Philippe. « La chambre sociale et la question prioritaire de constitutionnalité : de la distorsion entre l'image doctrinale et la réalité juridictionnelle ». *Droit social*, avril 2014, n° 4, p. 308-316.

– M'saïdié, Thomas. « La QPC dans le contentieux administratif ». *Revue de la recherche juridique, droit prospectif*, mai 2014, n° 2013-3, p. 1311-1328.

### Techniques de contrôle

– Goesel-Le Bihan, Valérie. « Le contrôle de l'objectif poursuivi par le législateur dans la jurisprudence récente du Conseil constitutionnel ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2014, n° 98, p. 269-291.

– Guillaume, Marc. « Sécurité juridique et contrôle des lois déjà en vigueur ». In : *Mélanges en l'honneur de Maître Alain Lambert*. Paris : Lexis-Nexis, 2014, p. 243-253.

– Pardini, Jean-Jacques. « Le juge constitutionnel, le comparable et l'intraduisible. Bref retour sur l'extranéité de la langue ». In : *Le recours au droit comparé par le juge*. Bruxelles (Belgique) : Bruylant, 2014, p. 71-78.

## Union européenne

– Simon, Denys. « La proximité des juridictions constitutionnelles des États membres sur la mise en oeuvre du droit de l'Union ». *Europe*, avril 2014, n° 4, p. 1-2.

# Doctrines relatives à des notions de droit constitutionnel

## La Constitution

– Maus, Didier. « René Cassin et la genèse de la Constitution de 1958 ». In : *De la France libre aux droits de l'homme : l'héritage de René Cassin. Actes du colloque, le 28 octobre 2008 au Palais-Royal à Paris*. Paris : La Documentation française, 2009, p. 85-92.

## Droit des affaires

– Delvolvé, Pierre. « Sur la Constitution et l'économie. Une appréciation exagérée ». *Commentaire*, été 2014, n° 146, p. 343-346.

– Peyrelevade, Jean. « Sur la Constitution et l'économie. Je nuance, mais je maintiens ». *Commentaire*, été 2014, n° 146, p. 346-348.

## Collectivités territoriales

– Fort, François-Xavier. « Observations sur la notion de compétence locale ». *La Semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales*, 30 juin 2014, n° 26, p. 20-26.

– Poggioli, Pierre. « Corse : vers une évolution statutaire ? ». *Politeia*, automne 2013, n° 24, p. 111-152.

– Tollinchi, Alexandre-Guillaume. « Résident corse et accès limité à la propriété : quand l'Assemblée de Corse méconnaît son statut institutionnel ». *La Semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales*, 30 juin 2014, n° 26, p. 4-6.

## Droit électoral

– Baumard, Albéric. « Le vote blanc, trompe-l'œil démocratique ? ». *Politeia*, automne 2013, n° 24, p. 13-34.

## Droit fiscal / finances publiques

– Catteau, Damien. « Les nouveaux principes budgétaires : règles de droit ou règles déontologiques ? ». In : *Déontologie et droit public*. Paris : LGDJ-Lextenso éditions, 2014, p. 203-220.

## Droit de la fonction publique

– Zarca, Alexis. « Emploi public : égalité versus mérite ». *L'Actualité juridique. Fonctions publiques*, mai-juin 2014, n° 3, p. 129.

## Hierarchie des normes

– Duprat, Jean-Pierre. « Sécurité juridique et qualité des actes normatifs ». *Politeia*, automne 2013, n° 24, p. 386-407.

– Kiliç, Ümit. « Le couple primauté et suprématie dans la hiérarchie des normes ». *Revue de la recherche juridique, droit prospectif*, mai 2014, n° 2013-3.

## Droit parlementaire



– Bachschmidt, Philippe. « De l'évolution de quelques usages parlementaires ». *Constitutions. Revue de droit constitutionnel appliqué*, janvier-mars 2014, n° 2014-1, p. 41-44.

– Bergougous, Georges. « Des scrutins publics plus transparents : la décision du 5 février 2014 du Bureau de l'Assemblée nationale, illustration de la souplesse du droit parlementaire ». *Constitutions. Revue de droit constitutionnel appliqué*, janvier-mars 2014, n° 2014-1, p. 44-46.

– Jouve, Denis. « Les droits de l'opposition à la suite de la révision constitutionnelle de 2008 : atténuation ou renforcement de la démocratie majoritaire ? ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, mai 2014, n° 2, p. 445-472.

– Jozefowicz, Henri. « Session extraordinaire sur session extraordinaire ne vaut Brèves remarques sur la multiplication des sessions extraordinaires au Parlement ». *Politeia*, automne 2013, n° 24, p. 409-420.

– Krolik, Christophe. « Le renouveau des commissions parlementaires permanentes ? ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2014, n° 98, p. 345-368.

– Sagalovitch, Éric. « Pour une juridictionnalisation du contrôle parlementaire des lois inappliquées ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2014, n° 98, p. 369-388.

## Droit public général

– Drago, Guillaume. « L'ordre public entre droit et harmonie ». *Les Annonces de la Seine*, 26 mai 2014, n° 24, p. 4-6.

## Droit social

– Akandji-Kombé, Jean-François. « Droit constitutionnel, droit international et droit européen des droits de l'homme : concurrence, confusion, complémentarité ? ». *Droit social*, avril 2014, n° 4, p. 301-307.

– Bonnin, Vincent. « La "démocratie sociale" constitutionnalisée ? ». *Droit social*, mai 2014, n° 5, p. 428-437.

– Petit, Franck. « La protection de la liberté syndicale par la Constitution ». *Droit social*, avril 2014, n° 4, p. 340-348.

## Pouvoirs publics

– Delzangues, Hubert. « Un vent d'impartialité souffle encore sur le droit de la régulation ». *Actualité juridique. Droit administratif*, 26 mai 2014, n° 18, p. 1021-1028.

– Montalivet, Pierre de. « Constitution et autorités de régulation ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, mai 2014, n° 2, p. 316-328.

– Verpeaux, Michel. « La loyauté en droit constitutionnel ». *Justice & Cassation*, 2014, p. 91-99.

## Principe de laïcité

– Dieu, Frédéric. « L'affaire Baby-Loup : quelles conséquences sur le principe de laïcité et l'obligation de neutralité religieuse ? [CA Paris, 27 novembre 2013, n° 13/02981] ». *La Semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales*, 14 avril 2014, n° 15, p. 33-37.

## Référendum

– Geslot, Christophe. « La mise en œuvre du référendum d'initiative minoritaire ». *Actualité juridique. Droit administratif*, 5 mai 2014, n° 16, p. 893-899.

– Hamon, Francis. « Le référendum d'initiative partagée sera bientôt opérationnel mais l'on s'interroge encore sur son utilité ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2014, n° 98, p. 253-268.

– Potier, Frédéric. « Le référendum d'initiative populaire – L'application de l'article 11 de la Constitution, issu de la révision du 23 juillet 2008, enfin rendue possible par la loi et la loi organique du 6 décembre 2013 ». *La Semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales*, 26



